



Dmitri Sukhov, projet de reconstruction d'Okhotnyi Riad, intégrant l'église Sainte Parasève-Vendredi-Au marché (1687) et les Palaty Troekurov sur le passage Georguievski (1691-1696), 1928, Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-1750/1.

Stéphane GAESSLER

La question du Patrimoine et l'urbanisme dans le contexte soviétique: 1917-1970

Communication présentée le 20 janvier 2022

Sorbonne Université Centre André Chastel – UMR 8150

Intitulé de la thèse : Architectes soviétiques des années 1950-1960 : renouvellement de la théorie et de la pratique dans les champs de l'architecture et de l'urbanisme en URSS, sous la direction du professeur d'histoire de l'art contemporain Jean-Baptiste Minnaert.

I De la protection à la destruction : évolution de la relation au patrimoine et à sa protection de Lénine à Staline.

Dans l'histoire soviétique la question du patrimoine a connu alternativement des périodes favorables et tragiques. Cette oscillation, l'incohérence, voire l'illogisme qui a fondamentalement caractérisé la relation au patrimoine, participe d'un développement culturel et idéologique qui a connu en URSS plusieurs phases contradictoires. On citera à titre de références les travaux de Vladimir Papernyⁱ, Svetlana Boym (1959-2015)ⁱⁱ ou encore ceux d'Alexeï Yurchakⁱⁱⁱ, qui ont montré chacun à leur manière, l'instabilité fondamentale et les contradictions des discours officiels et des « formations discursives » successives au sein de la « civilisation » soviétique. Si l'on retient souvent l'œuvre destructrice du pouvoir soviétique, on ne doit pas sous-estimer son rôle important dans la mise en place des premières structures et institutions de protection en Russie, et dans le développement d'une science de la restauration. Il faut enfin souligner le rôle de personnalités, d'hommes et de femmes, qui ont combattu, individuellement, parfois collectivement, pour la préservation et la restitution de ce patrimoine architectural, essayant de manœuvrer, avec plus ou moins d'efficacité, dans les interstices et les étroites parcelles d'initiatives qui n'étaient pas totalement recouvertes par la machine étatique soviétique.

Il faut souligner que la protection des monuments historiques reçoit avec l'arrivée au pouvoir des Bolchéviques sa première organisation étatique. Le décret du Conseil des commissaires du peuple du 5 octobre 1918 « Sur l'enregistrement, l'inventaire et la protection des monuments d'art et d'histoire, se trouvant en possession de personnes privées, de sociétés ou d'institutions ^{iv}» institue un premier cadre juridique et normatif pour la protection du patrimoine matériel, artistique ou architectural se trouvant encore aux mains de sociétés et de propriétaires privés. Le patrimoine acquiert aussi par ce décret une valeur d'intérêt national, puisque l'Etat est sensé pourvoir à son entretien et à sa préservation. Le décret prévoit l'établissement d'un premier inventaire de tous les monuments d'art et d'histoire (*Памятники искусства и старины*) ainsi que la mise en place d'une politique pédagogique et de promotion du patrimoine auprès de la population. Cette disposition prévoyait de ne pas changer le statut de propriété des biens en question, mais bien d'octroyer une aide pour leur

protection. Le décret du 23 janvier 1918 « Sur la séparation de l'église de l'Etat et des écoles de l'église »^v avait déjà permis de nationaliser tous les biens de l'église. Le décret du 27 avril 1918 « Sur l'abolition du droit d'héritage », permettra de nationaliser une grande partie du patrimoine privé. En décembre 1917 avait été créé le Narkomat des propriétés de la république, qui remplaçait l'ancien ministère de la cour impériale, gestionnaire des résidences du Tsar.

En mai 1918, un collège pan-russe des affaires muséales et de protection des monuments d'art et d'histoire est créé au sein du *Narkompros* (commissariat populaire pour l'éducation) dont le ministre est alors Anatoly Lunacharski (1875-1936). Lunacharski va soutenir une politique de protection patrimoniale assez ambitieuse, il considère que les monuments doivent contribuer à éduquer artistiquement les masses. Le 10 juin 1918 est créée la Commission panrusse pour la restauration des monuments, qui deviendra bientôt les Ateliers centraux d'Etat de restauration. Les ateliers centraux établissent les premières listes inventoriant les monuments d'architecture, ils établissent des « passeports » pour chaque monument (fiches d'inventaire). En outre un certain nombre de chantiers de restauration sont ouverts dès les premières années du régime soviétique. Au total 244 monuments d'architecture vont être restaurés entre 1918 et 1927^{vi}.

En 1918 est créée la Commission pour la restauration du Kremlin, sous la direction des architectes Fedor Schekhtel (1859-1926), Ilya Bondarenko (1870-1947), Nikolai Markovnikov (1869-1942) et Ivan Rylskij (1876-1952), il s'agit notamment de réparer les monuments ayant souffert des événements révolutionnaires. Sur la Place rouge, la restauration de l'église Saint-Basile le bienheureux est conduite sous la direction de l'architecte-restaurateur Dmitri Sukhov (1867-1958). A Leningrad, d'importants chantiers de restauration sont conduits au Palais d'hiver, ainsi que dans les résidences de Pavlovsk, Tsarskoïe Selo, Peterhof ou Oranienbaum. Outre Moscou et Leningrad, on voit le déploiement de nombreux chantiers de restauration principalement en RSFSR (République socialiste soviétique de Russie), dans les villes historiques de Novgorod, Pskov, Vladimir, Souzdal, Ouglitch, Staritsa, Smolensk, Vologda ou encore Zagorsk. A Zagorsk, nouvelle dénomination soviétique de la ville de Sergiev Posad, près de Moscou, toute une communauté d'intellectuels, artistes, architectes, archéologues, historiens de l'art, collectionneurs, se fédère autour de la figure du théologien orthodoxe Pavel Florenski (1882-1937), pour la préservation et la restauration de la Laure de la Sainte-Trinité-Saint-Serge. Parmi ces défenseurs du patrimoine beaucoup furent par la suite victimes

des purges dans les années 1930. Ainsi Pavel Florenski fut exécuté aux Solovki en 1937, le peintre d'icônes Vladimir Komarovski (1883-1937) fut fusillé en 1937 à la prison de Boutovo, le comte Iouri Olsufiev (1878-1938) le fut l'année suivante.

La question patrimoniale va toucher directement à un certain nombre de problématiques liées aux politiques de restructuration et d'aménagement urbanistiques. Moscou devenue la capitale du nouvel Etat soviétique en 1918, doit subir d'importantes opérations de transformation pour répondre à ses nouvelles fonctions. C'est la tâche confiée à l'atelier d'architecture du Soviet de Moscou, la mairie, qui de 1918 à 1924 élabore sous la direction d'Ivan Joltovski et Alexeï Susev, le premier plan directeur de réaménagement et d'extension de la capitale soviétique qui recevra le nom de « Nouveau Moscou ». Le conseil scientifique du « Nouveau Moscou » va collaborer étroitement avec la Commission pour la protection des monuments d'art et d'histoire de Moscou et sa section architecturale dirigée par Nikolaï Vinogradov (1885-1980) qui établit la première liste des monuments historiques de la ville et leur classification. L'atelier d'architecture du Mossoviet fait constamment appel aux expertises et conclusions de la Commission, réalisant une synthèse inégalée du travail conduit par les architectes et les spécialistes du patrimoine. Une enquête est conduite par deux architectes, collaborateurs de Susev, et qui sont en même temps les architectes de la section architecturale de la Commission pour la protection des monuments d'art et d'histoire, Andreï Snigarev (1890-1955) et Nikifor Tamonkin (1881-1951)^{vii}. Au bout d'un an en 1921, ils auront exploré les deux tiers de la ville.

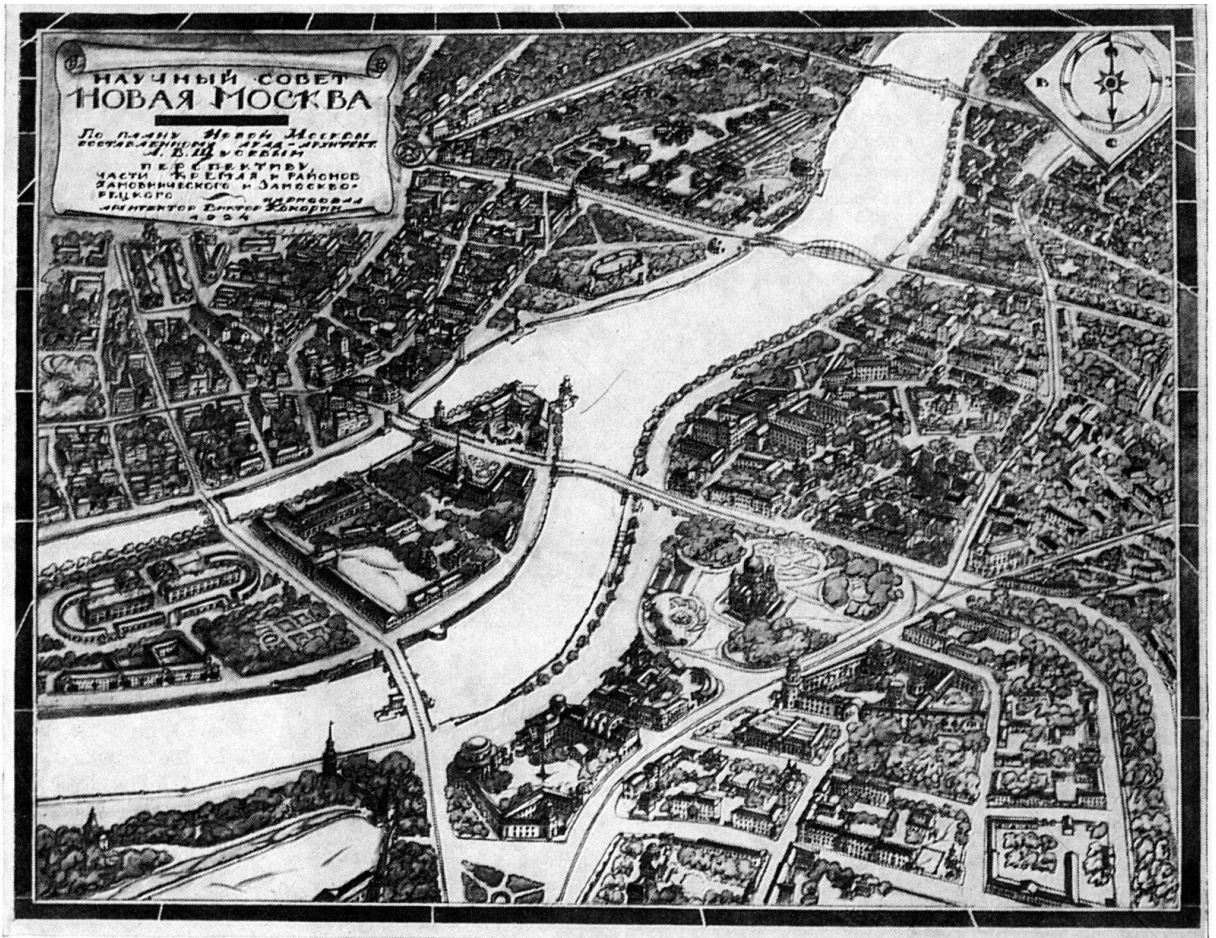


Fig.1 : A.V. Susev, V.D. Kokorin, Plan du « Nouveau Moscou », partie du Kremlin, des arrondissements de Khamovniki et de Zamoskvorietchie, 1924.

Chaque bâtiment étudié, fait l'objet d'une enquête et d'une fiche descriptive. L'ensemble de ces données sont transmises à l'atelier de Susev, qui les prendra en compte dans le plan directeur et l'aménagement de chaque quartier¹. Outre la prise en compte de ce patrimoine, le Nouveau Moscou propose une solution urbanistique assez radicale. L'idée principale consiste à transférer le centre administratif et économique de Moscou vers le Nord-Ouest, sur la Chaussée de Petrograd, ce qui permettrait de « sanctuariser » le centre historique autour du Kremlin.

¹ Овсянникова Е. Б. Из истории Комиссии Моссовета по охране памятников. С. 273 E.B. Ovsiannikova, De l'histoire de la Commission du Mossovet pour la protection des monuments. P. 273.



Fig. 2 : D.P. Sukhov, projet de squares le long du mur de Kitay-gorod depuis la place de la Loubianka jusqu'au Kremlin et aux quais de la rivière Moskva, Moscou. Dessin, 10 janvier 1922. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-920/627.

Le plan prévoit également une déconcentration de Moscou, grâce à la création de cités jardins satellites situées à l'extérieur de la ville. Le tissu urbain ancien des quartiers centraux, doit être aéré grâce à un programme de curetage des îlots (fig.1). Tous les monuments religieux et civils doivent être restaurés, débarrassés de toutes les constructions plus récentes qui auraient pu altérer l'authenticité architecturale des bâtiments. Les monuments doivent être valorisés aux visiteurs aux milieux d'espaces verts (fig.2), et par leur inscription au sein de perspectives urbaines dégagées^{viii}. Ces solutions répondent de doctrines patrimoniales spécifiques à cette époque, promues notamment par Piotr Baranovski, considérant qu'il fallait conserver seulement les monuments relativement anciens (jusqu'au XVIIIème siècle) quitte à les restaurer en profondeur pour retrouver leur apparence originelle. Cette doctrine

patrimoniale refuse les apports ultérieurs de l'histoire, elle ne prend pas en compte ni le patrimoine du XIX^{ème} siècle, encore moins celui du début du XX^{ème} siècle comme l'Art nouveau (Style Modern en russe).

L'idée de la création du nouveau centre au Nord-Ouest de la ville est finalement abandonnée au profit de la conservation du centre politico-administratif au Kremlin. La raison en est principalement économique, il est en effet moins coûteux de réutiliser le patrimoine bâti existant que de créer ex nihilo un nouveau complexe gouvernemental. Cette décision aura un impact direct sur la protection du centre historique. A partir de 1925, dans le cas de Moscou, la protection et la restauration des monuments devient la prérogative du Département d'économie municipale du Mossoviet (*Москоммухоз* - МКХ), qui règlemente l'urbanisme, en fixant les alignements et le cadastre. C'est dans ce contexte, que les fonctionnaires de la municipalité abandonnent rapidement le projet du « Nouveau Moscou » au profit du plan « Grand Moscou » proposé en 1925 par l'ingénieur Sergey Chestakov (1862-1931), qui jugé plus « pragmatique » du point de vue économique et industriel, développe une relation très différente au patrimoine. Chestakov donne notamment à la priorité à l'élargissement du réseau viaire même dans le centre-ville. Les chantiers de reconstruction de la capitale soviétique qui se déploieront à partir du milieu des années 1920 vont conduire à la première vague de destructions massives de monuments historiques vers 1926-1927.

Au début des années 1920 on dénombrait à Moscou 628 églises et 687 bâtiments civils^{ix} inscrits sur les listes du patrimoine. On observe très vite cependant une réduction importante des monuments inscrits passant en 1926 à 296 églises et 438 bâtiments civils, et finalement seulement 125 monuments au total en 1932^x. Si ces listes ont pu constituer d'importants documents de mise au jour et d'identification des monuments, de description et de fixation de leur état, leur caractère juridique restait très flou, et ne stipulaient aucun caractère d'inaliénabilité des bâtiments en question.

Le gouvernement soviétique va progressivement affaiblir les organisations patrimoniales centralisées en donnant plus de prérogatives aux autorités municipales. Il va progressivement fermer toutes les structures étatiques qui s'occupaient de protection du patrimoine, le collège muséal du Narkompros en 1928, la filiale moscovite auprès du gouvernement de Moscou est supprimée en 1929, enfin les ateliers centraux de restauration sont fermés en 1934. Parallèlement il s'attaque aux associations qui avaient défendu le patrimoine, comme la Commission pour l'étude du vieux Moscou et la MAO, Société

architecturale de Moscou, qui réunissait les architectes les plus engagés sur ces questions, fut liquidée dans le cadre du décret d'avril 1932 portant sur la restructuration des organisations littéraires et artistiques. Les lois adoptées en 1924 et surtout celle de 1933^{xi} font de la préservation des monuments plutôt l'exception que la règle. Enfin la décision de la préservation ou de la destruction revient le plus souvent aux pouvoirs régionaux et municipaux, qui examinent souvent le problème du point de vue des infrastructures et du développement économique, à un moment où la priorité était donnée à la réalisation des objectifs fixés du premier plan quinquennal. Ainsi à Moscou on s'aperçoit que le principal commanditaire de ces destructions n'est pas le pouvoir central mais la mairie. Une entreprise municipale le *Mosrazbor* est même spécialisée dans le démontage et le sautage des monuments.

Il est significatif de souligner que si les années 1930 sont une époque qui en théorie célèbre les formes du passé, avec une théorie réaliste-socialiste qui prône l'assimilation de l'héritage architectural, elles peuvent être qualifiées de décennie noire pour le patrimoine. C'est à cette époque que l'on dénombre à Moscou les destructions les plus importantes en termes quantitatifs et qualitatifs : en 1928 les très belles portes rouges édifiées au XVIII^{ème} siècle par Dmitri Oukhtomski, en 1930 le monastère Simonov, en 1931 la cathédrale du Christ Sauveur, en 1934 la tour Soukharev en 1934, en 1936 la cathédrale de Kazan sur la place rouge, pour ne citer que quelques exemples. Si ces destructions suscitent de nombreuses protestations, certains monuments en ont suscité plus que d'autres. Ainsi un certain nombre de bâtiments qui constitueraient pour nous aujourd'hui un patrimoine remarquable, n'étaient pas considérés comme tels dans les années 1930. C'est le cas en partie de la Cathédrale du Christ sauveur, construite par un architecte allemand Konstantin Ton, au milieu du XIX^{ème} siècle et dans un style historiciste néo-byzantin, son architecture pompeuse, qualifiée souvent d'« étrangère », car construite par un allemand, et perçue comme récente, ne suscitait que très peu d'admiration parmi les architectes et défenseurs du patrimoine. A.V. Susev, qui peut être considéré comme un de ces défenseurs du patrimoine architectural, avait même salué la destruction de cette « verrue architecturale », dont Staline avait enfin débarrassé Moscou. La reconstruction de la cathédrale dans les années 1990, comme symbole de la renaissance orthodoxe de la Russie, peut donc être vue comme un paradoxe historique, sa destruction l'avait transformé en symbole.

A l'inverse les destructions du monastère Simonov ou de la tour Sukharev ont provoqué des protestations, et la mobilisation assez unique des architectes, y compris ceux qui étaient les plus proches du pouvoir comme Susev ou Joltovski. Si ces protestations prenaient souvent la forme de lettres envoyées aux autorités ou à Staline en personne, on assiste à un intéressant phénomène consistant à proposer des solutions architecturales et urbanistiques alternatives à la destruction partielle ou complète de ces monuments.



Fig. 3 D. Sukhov, Projet pour le palais de la culture de l'arrondissement de Simonov, années 1920. GNIMA OF-4559/988

Les archives du Musée d'architecture de Moscou conservent notamment l'héritage de l'architecte Dmitri Sukhov qui fut particulièrement créatif dans ce domaine. Sukhov participe par exemple au concours pour le nouveau palais de la culture du quartier Simonov, proposant de conserver une partie du monastère à côté du nouveau bâtiment (fig.3). Quand les fortifications de Kitay-Gorod sont menacées de destruction, il propose un projet d'aménagement les transformant en promenade plantée (fig.2). Pour l'église de l'icône de la

Mère de Dieu Grebnevskaya à la Loubianka, il propose d'intégrer adroitement le bâtiment dans la nouvelle trame urbaine, en créant autour un espace vert (fig.4). La création de square autour des églises est une manière de les transformer en espaces publics. On retiendra également le projet de Sukhov pour la transformation d'une église en un temple civique (fig. 5).



Fig. 4 : D.P. Sukhov, église de l'icône Grebnevskaya de la Mère de Dieu sur la Loubianka, 1472, 1585, 1685, début du XVIIIème siècle. Moscou. Vue à vol d'oiseau. Projet d'aménagement du quartier. 1926. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-1750/3.



Fig. 5 : D.P. Sukhov, Projet de reconstruction d'une église en bâtiment civil. 1927. Verres avec différentes phases de transformation du bâtiment. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-19/5709.

En ce qui concerne la Tour Suharevskaya, en août 1933, Grabar, Joltovski, Susev écrivent à Staline en personne pour le convaincre de ne pas détruire ce remarquable monument du baroque moscovite de la fin du XVII^{ème} siècle. Ils accompagnent leur lettre du projet de l'architecte Ivan Fomin (1872-1936) (fig.6) également signataire de la lettre, qui imagine une reconstruction de la place permettant l'organisation d'un trafic circulaire autour de la tour et même le passage de lignes de tramway sous les arches du monument. Les architectes réitèrent leur supplication en 1934 pour essayer que le monument soit déplacé, avec un projet de démontage établi par l'ingénieur Vladimir Obrazcov (1874-1949), mais en vain, Staline persistera à voir dans la tour un obstacle au développement urbain de Moscou et aux transports modernes, elle sera définitivement rasée en juin 1934. On considère que Piotr Baranovski a été déporté en 1933 en Sibérie suite à cette affaire, libéré en 1936, il était interdit de séjour dans la capitale, relégué dans la ville provinciale d'Alexandrovo. Il revint en grâce que vers la fin de la guerre, par l'intercession de ses amis et collègues, dont Susev, pour travailler à la reconstruction du pays^{xii}.



Fig. 6 : Ivan Fomin, Leonid Poliakov, Projet de reconstruction de la place autour de la Tour Sukharevskaja, 1933-1934. Projet de concours. Axonométrie. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-919/495.

II Le renouveau patrimonial avec la Grande guerre patriotique :



Fig. 7 : Georgui Golts, Projet de reconstruction de la ville de Smolensk. 1945. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-4347/6.

La guerre va conduire en même temps qu'un renouveau du sentiment national à une nouvelle prise de conscience patrimoniale. Il est significatif que la célébration du passé, ne se focalisera plus uniquement sur l'héritage universel du classicisme, mais exprimera un nouvel engouement pour d'une part l'héritage de la Russie médiéval, d'autre part celui des différentes nations de l'URSS, en intégrant l'architecture populaire. Les nombreuses destructions engendrées par le conflit, conduisent à la remise en place d'organismes de protection et restauration centralisés. Dès avril 1942 est créée au sein du Comité des affaires artistiques du Conseil des Commissaires du peuple de l'URSS une commission pour la prise en compte et la protection des monuments d'art, présidée par Igor Grabar et Dmitri Sukhov. Cette commission a en charge d'établir l'état des monuments et répertorier les destructions subies lors de la guerre^{xiii}. Cette commission donne à nouveau à la protection du patrimoine un organisme d'envergure nationale, bien qu'elle soit composée au départ principalement de militaires. De nombreux spécialistes, comme l'illustre restaurateur Piotr Baranovski, n'en font pas partie pour des raisons politiques.

En septembre 1943 est créé le Comité des affaires architecturales auprès du Conseil des commissaires du peuple, qui a pour tâche de coordonner et de planifier les opérations de reconstruction des villes soviétiques détruites lors du conflit. La supervision des affaires de protection et de restauration du patrimoine architectural lui est également transférée. Le décret du 21 février 1944 créé au sein du Comité des affaires architecturales la direction principale pour la protection des monuments d'architecture (*GUOP*). Cet organisme est dirigé par M.I. Rzjanin^{xiv}. Le système étatique de protection des monuments était rétabli et pour la première fois l'architecture avait son propre organisme de protection dédié. Le système est de plus fortement décentralisé, en effet depuis le décret du 21 décembre 1943 ont été créées des directions des affaires d'architecture dans les républiques (Sovnarkom de la RSFSR), dans les régions (Oblastnye et Kraevye) et dans les deux villes principales, à Moscou et à Leningrad^{xv}. Le *GUOP* réunit d'éminents spécialistes comme Igor Grabar, Dmitri Sukhov, Alexei Susev, Ivan Rylskij, Sergey Toropov, Nikolaï Voronine, Ilya Machkov, Ilya Bondarenko. Le *GUOP* comptait plusieurs départements : la section d'enregistrement, celle de restauration, l'inspection d'état, un conseil d'expertise scientifique, le Comité d'Etat de restauration (GKR) et les ateliers de restauration d'Etat, dont la direction est confiée à Piotr Baranovski. Les Ateliers centraux de restauration, qui avaient été fermés en 1934, sont recréés (fig.8).

Le *GUOP* conduit un important travail pour la préparation des futures lois sur la protection du patrimoine, mais aussi pour organiser dès 1944, des expéditions de spécialistes pour explorer les régions dévastées par le conflit. L'Ukraine particulièrement éprouvée par le conflit, accueille parmi les premières de ces expéditions. Dès le printemps 1943 un représentant du *GUOP*, l'architecte P.S. Polonski se rend à Kiev. En décembre 1943 Baranovski se rend à Tchernigov. Le *GUOP* joue également un rôle important dans la constitution d'une nouvelle attitude de l'urbanisme envers le patrimoine. Une liste de villes ayant conservé leur structure urbaine historique est établie. Le *GUOP* participe à l'élaboration de plans directeurs pour 132 villes, elle propose aussi de faire de Souzdal une ville-musée, ou encore de « sanctuariser » en zones protégées « *zapovedniki* » des quartiers entiers à Moscou ou à Pskov^{xvi}.



Fig. 8 : Concours pour une affiche du GUOP (Direction principale pour la protection des monuments d'architecture) « Protégez les monuments d'architecture », 1946. Projet de concours sous la devise « Nos trésors », GUOP.

On observe un soutien assez massif à la recherche sur l'histoire de l'urbanisme russe. On citera les travaux d'une nouvelle génération de brillants historiens de l'art comme Viktor Lazarev (1897-1976), Mikhail Iline (1903-1981) Artemii Artcikhovski (1902-1978), Vladimir Piliavski (1910-1984), Iouri Spegalski (1909-1989) Mikhail Karger (1903-1976) ou encore Nikolaï Voronine (1904-1976). En 1945 sort l'ouvrage de Nikolaï Voronine *Les vieilles villes russe^{xvii}*, série de portraits de villes, Kiev, Tchernigov, Smolensk, Novgorod, Pskov etc. Voronine joue un rôle particulièrement important en établissant une périodisation assez claire de l'histoire de l'architecture russe, et en établissant pour la première fois une typologisation des formes urbaines des villes médiévales russes. Dès 1942 une commission de l'Académie d'architecture avait été même spécialement créée pour conduire des études sur l'intégration des monuments dans l'aménagement des villes reconstruites^{xviii}. Voronine défendra l'idée de ne pas reconstituer seulement les monuments, les bâtiments, mais aussi la forme, la structure de la ville. Le projet de reconstruction de Lev Rudnev pour Voronej, celui de Nikolaï Kolli pour

Tver, ou encore celui de Georgui Golts (1893-1946) pour Smolensk (fig.7), s'inspireront de ce principe, pour conserver la morphologie traditionnelle de la ville préexistante.

Mais ces considérations, seront bientôt reléguées au second rang lors de la mise en œuvre des chantiers de reconstruction, les aspects économiques, les impératifs de la reconstitution du potentiel industriel, les priorités urbanistiques de l'administration vont soit réduire les ambitions initiales soit faire totalement disparaître. C'est le cas par exemple à Novgorod, où le projet de ville-musée de Lev Rudnev fut abandonné au profit du plan de Susev et Vitaly Lavrov^{xix}. En dehors des zones protégées des monuments historiques, Susev projette une ville nouvelle organisée autour de grands axes classiques. Si l'industrie est interdite dans le centre, et si Susev est soucieux de préserver et de valoriser les monuments anciens, son adjoint Lavrov propose une vision beaucoup plus économique de la ville, en pensant Novgorod, non pas seulement comme une ville-musée, mais comme la capitale administrative et économique de la région.

Il faudra attendre encore quelques années pour voire l'adoption d'une loi sur la protection des monuments d'architecture, en 1947 pour la RSFSR^{xx}, et en 1948 pour l'ensemble de l'URSS. Contrairement à la précédente loi de 1933, la loi de 1947 instaure le caractère obligatoire et inaliénable de la protection des monuments historiques. Le décret du 14 octobre 1948 du Conseil des ministres d'URSS « Sur les mesures pour améliorer la protection des monuments de culture » (décret du gouvernement URSS 3898) entérine cette situation pour l'ensemble de l'Union, ainsi que la division du système de protection patrimoniale en plusieurs domaines distincts, dont celui de l'architecture.

III Les années 1950-1960, entre négligences, nouvelles campagnes de destructions et apparition d'une conscience civique.

Cette tendance positive en faveur d'une protection des monuments historiques et de leur intégration aux plans d'urbanisme est cependant assez vite remise en cause par une nouvelle vague de fragilisation institutionnelle des organes de protection, d'abord au niveau national. Le Comité des affaires architecturales d'URSS, qui avait joué un rôle particulièrement déterminant, est supprimé en 1949. Le *GUOP* est transféré au Ministère de la construction urbaine, qui accorde beaucoup moins d'importance à la question du patrimoine, face aux priorités de la reconstruction des villes. Le *GUOP* perd de nombreuses prérogatives et de nombreux cadres, avant d'être définitivement supprimé en mars 1951. Il faudra attendre avril 1953, après la mort de Staline, pour voir se reformer une Inspection d'état pour la protection des monuments d'histoire et de culture au sein du Ministère de la culture d'URSS.

Le patrimoine n'était plus clairement une priorité nationale, il devient le domaine des administrations régionales ou municipales, souvent négligentes ou hostiles, et des ateliers de restauration implantés directement sur des sites spécifiques, qui produisent un travail remarquable. Il s'ensuit entre 1955 et 1965 une nouvelle vague de destructions, certes beaucoup moins importante quantitativement que celle des années 1930. Cela coïncide avec une période donnant la priorité à la construction de logements, à la modernisation des infrastructures urbaines, notamment les transports, et à l'industrialisation de la construction. Dans une idéocratie comme l'URSS le facteur idéologique restait néanmoins tout à fait déterminant. Dans l'après-guerre le patrimoine avait acquis une fonction pédagogique nouvelle en éduquant les masses dans l'amour de leur patrie et de leur histoire. Avec Khrouchtchev et la déstalinisation, l'idéologie de la révolution technico-scientifique et les campagnes antireligieuses, le patrimoine est perçu de nouveau comme suspect.

Le dégel (*Otpepel'*), période de démocratisation partielle, permet cependant l'émergence d'un puissant mouvement de la société civile en faveur de la défense du patrimoine en danger. En 1960 Nikolaï Voronine publie une brochure intitulée « Aimez et conservez les monuments de l'art russe ancien », l'académicien philologue et historien de l'art Dmitri Likhachev (1906-1999) publie en 1961 l'article « Monuments de la culture- héritage de l'ensemble d'un peuple ». Ces deux hommes contribuent également à l'apparition du *VOOPIIK* (Société pansrusse pour la protection des monuments historiques et culturels), qui est la

première association de défense du patrimoine en URSS, depuis que les dernières sociétés indépendantes avait été fermées en 1932. A l'origine de sa création on trouve des personnalités du monde intellectuel, comme l'écrivain Vladimir Soloukhine (1924-1997), les artistes Ilya Glazunov (1930-2017), Pavel Korin (1892-1967), le compositeur Georgui Sviridov (1915-1998), le directeur du musée de l'Ermitage Boris Piotrovski (1908-1990) ou encore l'académicien et archéologue Boris Rybakov (1908-2001). Le *VOOPIK* est loin d'être un nid de dissidence, le président de l'association n'est autre que le vice-président du Conseil des ministres de RSFSR Viatcheslav Kochemasov (1918-1998). La création de la société aurait été autorisée par l'armée, pour renforcer les sentiments patriotiques, et favorisée par les clans nationalistes qui avaient à cette époque leurs entrées au cœur du Kremlin depuis l'arrivée au pouvoir de Leonid Brejnev. Ce courant « patrimonial » aboutira notamment à l'adoption en mai 1966 d'un décret du Conseil des ministres de RSFSR « Sur la situation actuelle et les mesures pour améliorer la protection des monuments d'histoire et de culture de RSFSR »^{xxi}. Cette loi stipule que les futurs plans d'urbanisme des sites incluant des monuments, doivent être obligatoirement approuvés par le Ministère de la culture et le *VOOPIK*. Le décret permet également de protéger des architectures de la période soviétique.

L'intérêt renouvelé pour le patrimoine urbain couplé à l'engouement pour les architectures vernaculaires et les patrimoines nationaux des différentes républiques est récupéré par le discours architectural officiel et s'inscrit dans une phase de réarmement idéologique face à l'hégémonie, que même en URSS, le style international de l'occident semble avoir acquise. Le début des années 1960 est marqué par des débats autour des voies possibles pour développer une architecture soviétique, qui doit notamment se nourrir des spécificités et de la synthèse des traditions « progressistes » des différentes régions de l'URSS^{xxii}. On assiste également au développement d'une nouvelle économie touristique. Dans la perspective du développement de ce secteur, il y a nécessité de préparer les monuments et les villes à ces nouvelles conditions. On voit apparaître à la fin des années 1960 une nouvelle mode des stylisations nationales, qui selon l'historien de l'architecture Selim Han-Magomedov (1928-2011), répond à l'essor du tourisme de masse^{xxiii}.

La nouvelle prise de conscience patrimoniale des années 1960-1970 est par ailleurs fortement redevable de l'impact des politiques internationales. En 1964, le Congrès de Venise, 2^{ème} Congrès international sur la restauration des monuments d'architecture, a eu une importance décisive pour l'intégration de l'URSS dans les normes internationales de la

protection du patrimoine, et pour la prise en compte de l'urbanisme comme objet de patrimonialisation. L'URSS adopte la charte internationale sur la protection et la restauration des monuments, la fameuse Charte de Venise, qui vient remplacer de fait la Charte d'Athènes de 1931, que l'URSS de Staline n'avait jamais adopté. En 1965, se tient en Pologne l'assemblée constitutive de l'ICOMOS (Conseil international des monuments et des sites), dont l'URSS est l'un des membres fondateurs. La Vème assemblée générale de l'ICOMOS en 1978 se tiendra à Moscou. La charte de Venise est un peu pour la défense du patrimoine ce que sera l'acte final de la conférence d'Helsinki en 1975 pour les militants des droits de l'homme. Au cours des années 1960-1970 se succèdent plusieurs controverses patrimoniales pour la plupart provoquées par des opérations d'aménagement à Moscou. Citons par exemple le chantier de l'Hôtel Rossia à Zaryadie juste à côté du Kremlin, le Bâtiment de l'agence Tass sur le boulevard de Tver l'hôtel Intourist sur la rue Gorki, le nouveau bâtiment du siège de la revue Izvestia sur la place Pouchkine à l'origine de la destruction de la maison Famusov, un hôtel particulier du début du XIXème siècle.

La construction de la Nouvelle rue Arbat, la Prospekt Kalinine, projet de l'architecte en chef de Moscou, favori du pouvoir, Mikhail Possokhine (1910-1989), suscite des controverses au cœur même de l'Académie d'architecture. En novembre 1968, Andreï Ikonnikov (1926-2001) publiait dans l'organe officiel de l'Union des architectes, *Arhitektura SSSR* son article « L'ancien et la nouveauté dans la composition de la ville »^{xxiv}, dans lequel il dénonçait le projet de Possokhine, qui avait introduit selon lui une rupture d'échelle, irréparable, dans le centre historique de Moscou (fig.9).



Figure 9 : Construction de la prospekt Kalinine à Moscou, architecte M.V. Possokhine, 1968. Photo illustrant l'ouvrage d'Andreï Ikonnikov, *L'architecture de la ville, problèmes esthétiques de composition de la ville*. Moscou : éditions de la littérature sur la construction, 1972. P. 165.

Une nouvelle génération d'architectes, va bientôt abandonner les schémas théoriques élaborés après-guerre par des architectes théoriciens comme Vitaly Lavrov (1902-1988)^{xxv} ou Nikolaï Baranov (1909-1989)^{xxvi}, et tente sous l'influence de ces différents événements, de proposer de nouvelles approches. C'est le cas par exemple d'une jeune équipe de l'institut du Plan directeur de Moscou, qui sous la conduite de leur jeune collègue, l'architecte Boris Eremin (1939-1998), propose un nouveau rapport à la ville ancienne dans leur projet présenté au concours pour la reconstruction du centre-ville de Moscou organisé en 1965-1966 (fig.10).

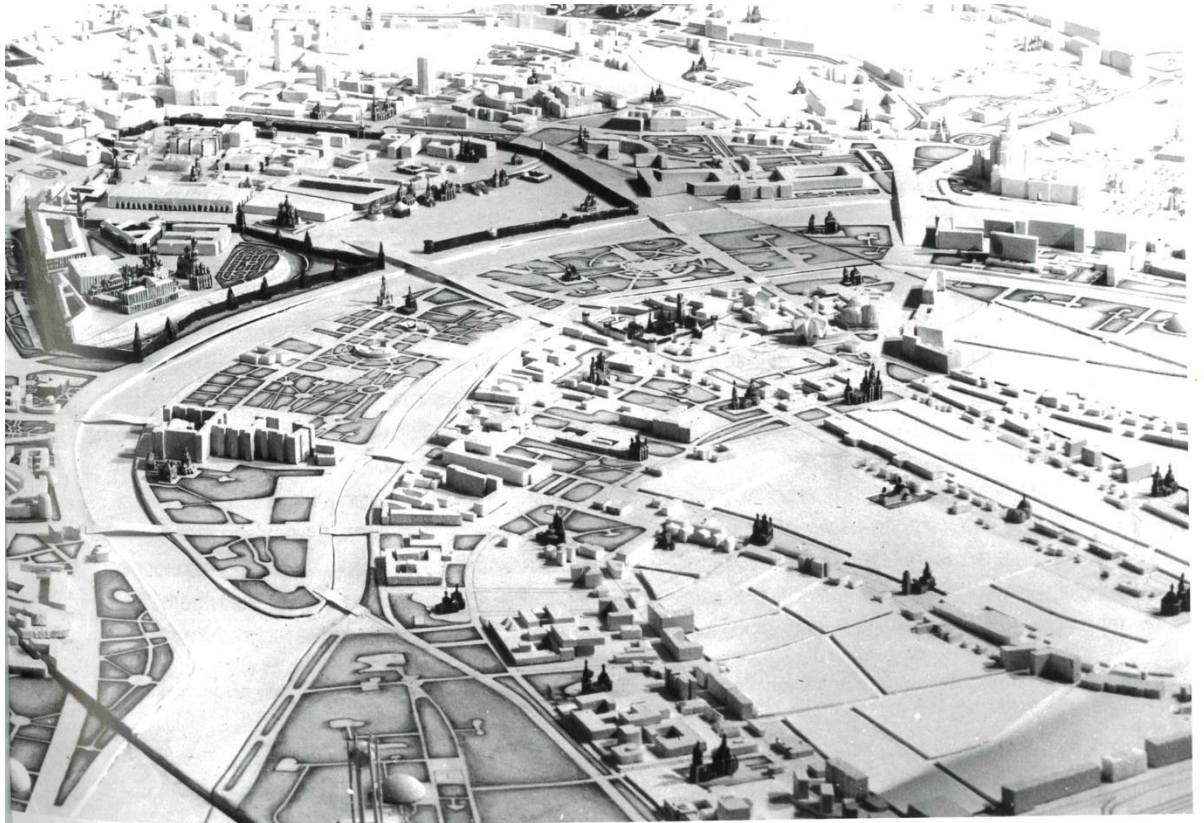


Fig. 10 : Boris Eremine, Brigade des jeunes architectes de l'Institut du plan directeur de Moscou, maquette du projet présenté au concours pour la reconstruction du centre de Moscou en 1966. Archives de B.K. Eremine. Moscou.

Le projet de l'équipe d'Eremine se distingua des autres en proposant pour la première fois un important programme de préservation, de restauration et de reconstitution massive, non seulement de monuments, mais de quartiers entiers. En même temps Eremine proposait de créer un nouveau centre culturel et administratif sous la forme d'une ville linéaire parallèle à la ville ancienne. Sur la maquette du projet de Eremine on distingue au milieu de nombreux espaces verts, les profils de dizaines d'églises et de monuments, restaurés voire reconstitués (fig.10). Le projet ne fut pas adopté et fut accueilli avec raillerie par l'élite architecturale moscovite. Eremine développera par la suite le concept de *Retrozavitié* (développement rétroactif). L'héritage conceptuel et esthétique de Eremine et de son atelier au MARCHI

deviendra tout à fait capital dans le développement d'une école architecturale post-moderne en URSS dans les années 1980.

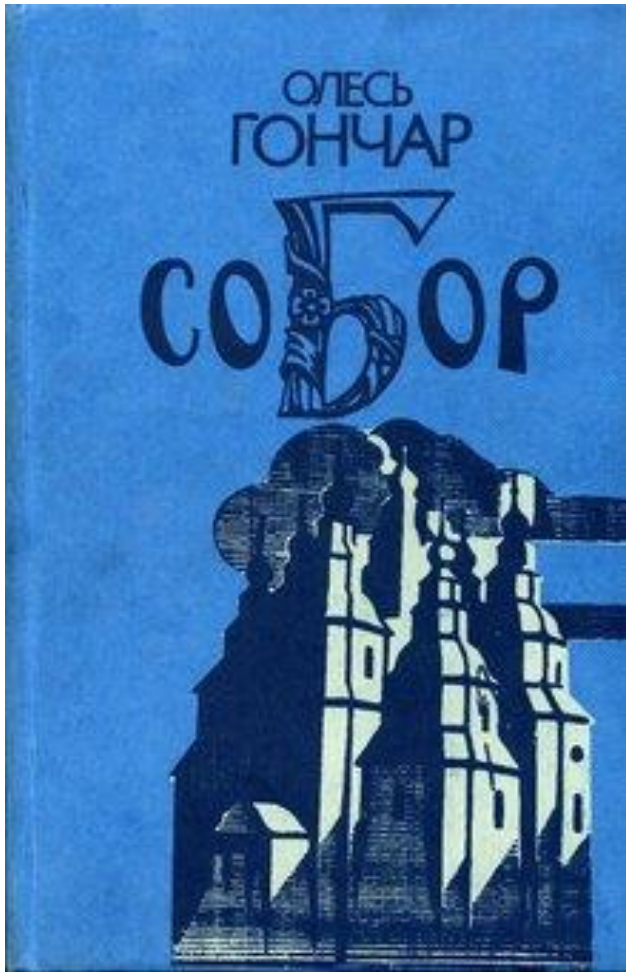


Fig. 11 : Couverture du roman d'Oles Hontchar, *Sobor* (La cathédrale), éditions Dnipro, 1989.

Le patrimoine fut aussi un lieu d'expression de formes de dissidence, un espace de combats politiques. Le thème de la destruction ou de l'abandon du patrimoine, au même titre que les thématiques écologiques, deviennent à partir des années 1960, des lieux de contestation des actions du pouvoir. Ce type de dissidence, si elle était impensable sous Staline, n'est cependant pas sans conséquences sous Khrouchtchev et sous Brejnev. Il faut par exemple mentionner le roman *Sobor* (La cathédrale) de l'écrivain ukrainien Oles Hontchar (1918-1995), publié en janvier 1968^{xxvii} (fig.11). Hontchar y décrit le destin d'un fonctionnaire communiste arriviste, Loboda, qui souhaite faire carrière au sein d'une direction régionale du Parti. Par zèle sans doute, il a pour projet de détruire un monument architectural du XVIIIème

siècle, une cathédrale orthodoxe. Ce roman sera condamné pour son « nationalisme ukrainien » et sa critique acerbe de la réalité soviétique et interdit de publication jusqu'en 1989. Hontchar y dénonce outre la destruction du patrimoine historique et religieux, l'effacement d'une mémoire ukrainienne inscrite dans l'espace. Il semble qu'aujourd'hui le roman de Hontchar soit malheureusement redevenu d'actualité, plus encore, les remarquables travaux de relevé et de restauration produits par les expéditions du *GUOP* au cours des années 1940, sont aujourd'hui des archives qui à l'intérêt qu'ils présentaient pour l'historien, deviennent à nouveau précieuses pour le restaurateur et l'urbaniste qui travaillera à la reconstruction des territoires dévastés par la guerre.

Bibliographie :

BARANOV, 1965

BARANOV Nikolai, *Komposicija centra goroda*, Moscou : 1965.

BOYM 1994

BOYM Svetlana, *Common Places: Mythologies of Everyday Life in Russia*, Harvard University Press, 1994.

DONCOVA 2017

DONCOVA A.A., *Gosudarstvennaja Okhrana pamiatnikov v 1920 : k istorii isucenja voprosa* [La protection étatique des monuments dans les années 1920 : Etude historique de la question], *Revue de l'Université d'Etat de Tomsk, Culturologie et histoire de l'art*, n°27, 2017.

HONTCHAR, 1989

HONTCHAR Oles, *Sobor*, Dnipro, 1989.

HAN-MAGOMEDOV 1973

HAN-MAGOMEDOV Selim, « Nacional'noe i Internacional'noe v arhitekture » [Le national et l'international en architecture], in *Kniga ob arhitekture*, Moscou: Znanie, 1973.

KOSENKOVA 2008

KOSENKOVA Y. L., *Sovietskijgorod 1940- pervojpoloviny 1950x godov-ottvorčeskihpoiskov k praktikestroitel'stva* [La ville soviétique 1940-première moitié des années 1950- des recherches créatives à la pratique de la construction]izdatelstvo « Knijni dom LIBROKOM », Moscou, 2008.

LARIONOV 1998

A.V. Larionov (sous la dir.), *Prosim osvobodit' iz mest zaključenja. Pis'ma v zašity repressirovannih* [Nous vous demandons de le libérer de prison. Les lettres défendant les personnes ayant subi la répression] Moscou, *Sovremennij pisatel'*, 1998

LAVROV 1946

LAVROV V.A., « Poslevoennaja rekonstrukcija gorodov i russkые gradostroitel'nye tradicii » [La reconstruction des villes après-guerre et les traditions urbanistiques russes] , *Arhitektura i Stroitel'stvo*, n°5, 1946.

LAVROV 1964

LAVROV V.A., *Gorod i evo Obsestvennyj centr* [La ville et son centre civique], Moscou : 1964.

LUNAČARSKIJ 1956

LUNAČARSKIJ Anatolij, *Lenin o kulture i iskusstve* [Lénine sur la culture et l'art], Moscou, 1956.

OVSJANNIKOVA 1982

OVSIIANNIKOVA E.B., « Iz Istorii Komissii Mossoveta po okhrane pamiatnikov » [De l'histoire de la Commission du Soviet de Moscou pour la protection des monuments] Sovetskoe Iskusstvoznanie, n°81, 1982, p. 263–330.

OVSIIANNIKOVA 1991

OVSIIANNIKOVA E.B., « Rabota byla ves'ma interesnaja. Nikolaï Dmitrievic Vinogradov (1885-1980) » [Le travail était très intéressant. Nikolaï Dmitrievic Vinogradov (1885-1980)], *Kraevedy Moskvy*, Vyp. 1. Sous la dir. L.V. Ivanova et S.O. Schmidt, Moscou, Moskovskij Rabocij, 1991. p. 200– 215.

OVSIIANNIKOVA 2010

OVSIIANNIKOVA E.B., « Usedsaja Moskva. K 125 letiu so dnja rojdenia arhitekтора N.D. Vinogradova (1885-1980) » [La Moscou disparue. Pour le 125^{ème} anniversaire de la naissance de l'architecte N.D. Vinogradov (1885-1980)], *Jilisnoe Stroitel'stvo*, n° 10, Moscou, 2010.

OVSIIANNIKOVA 2018

OVSIIANNIKOVA E.B., « A.V. Susev i evo soratniki v Bor'be za Okhrany nasledia v 1940 gody. Po Materialam N.D. Vinogradova » [A.V. Susev et ses pairs dans leur combat pour la protection du patrimoine dans les années 1940. D'après les archives de N.D. Vinogradov], *Moskovskoe Nasledie*, n°56, 2018.

OVSIIANNIKOVA 2019

OVSIIANNIKOVA Elena. VASSILIEV Nikolaï, *Istoria arhitektury Moskvy. Konec XIX Veka – pervaja polovina 1930x godov* [Histoire de l'architecture de Moscou, depuis la fin du XIX^{ème} siècle jusqu'à la première moitié des années 1930], Moscou : Tatlin, 2019.

PAPERNY 1996

PAPERNY Vladimir, *Kultura dva* [Culture 2]. Moscou : édition « Novoje literaturnoje obozrenje »1996.

PERESLEGIN 2014

PERESLEGIN N.V., « Rzavitie gradostroitel'no aspekt v Konceptii okhrany pamiatnikov arhitektury Moskvy v sovetskij period (1917-1991) » [Développement de l'aspect urbanistique dans la conception de la protection des monuments d'architecture à Moscou durant la période soviétique (1917-1991)], *Arhitektura i Stroitel'stvo Rossii*, 2014, n°4.

PERESLEGIN 2015

PERESLEGIN Nikolaï Vladimirovitch, *Istoria stanovlenja i razvitia organov okhrany arhitekturnovo nasledia Moskvy v kontekste ih vzaimodeistvia s obsestvom v sovetskij period (1917-1991)* [Histoire de l'évolution et du développement des organes de protection du patrimoine architectural à Moscou dans le contexte de leur interaction avec la société à la période soviétique (1917-1991)], Thèse de doctorat en théorie et histoire de l'architecture, sous la direction de Dmitri Olegovitch Schvidkovski soutenue au MArchI (Institut d'architecture de Moscou) en 2015.

SHENKOV 2004

Shenkov, *Pamiatniki arhitektury v Sovetskom sojuze. Ocerki istorii arkhitekturnoj restavracij* [Les monuments d'architecture en Union soviétique. Essai sur l'histoire de la restauration architecturale]. Anthologie. éditions Moscou : Pamiatniki istoriceskoj Mysli, 2004

VOLODIN 1960

VOLODIN P.A., « Značenie istorčeskogo opyta sovetskoj arhitektury » [La signification de l'expérience historique de l'architecture soviétique], *Voprosy teorii arhitektury, materialy sovešanja*, sous la dir. G.B. Minervin, A.S. Peremyslov, G.A. Shemyakin, NIITI, Académie de construction et d'architecture d'URSS, matériaux de la conférence. Moscou : Typografia pri NII Truda, 1960.

VORONIN 1945

VORONIN N.N., *Drevnerusskiye goroda* [Les ville anciennes russes], Moscou-Leningrad : éditions de l'Académie des sciences d'URSS, 1945.

YURCHARK 2014

YURCHAK Alexeï, *Eto bylo navsegda, poka ne koncilos'.* *Poslednee sovetskoe pokolenie* [C'était pour toujours tant que cela ne s'est pas fini. La dernière génération soviétique], Moscou : Novoe literaturnoe Obozrenie, 2014.

Table des illustrations :

Couverture : Dmitri Sukhov, projet de reconstruction d'Okhotnyi Riad, intégrant l'église Sainte Parascève-Vendredi-Au marché (1687) et les Palaty Troekurov sur le passage Georguievski (1691-1696), 1928, Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-1750/1.

Fig.1 : A.V. Susev, V.D. Kokorin, Plan du « Nouveau Moscou », partie du Kremlin, des arrondissements de Khamovniki et de Zamoskvorietchie, 1924.

Fig. 2 : D.P. Sukhov, projet de squares le long du mur de Kitay-gorod depuis la place de la Loubianka jusqu'au Kremlin et aux quais de la rivière Moskva, Moscou. Dessin, 10 janvier 1922. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-920/627.

Fig. 3 : D. P. Sukhov, Projet pour le palais de la culture de l'arrondissement de Simonov, fin des années 1920. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-4559/988

Fig. 4 : D.P. Sukhov, église de l'icône Grebnevskaya de la Mère de Dieu sur la Loubianka, 1472, 1585, 1685, début du XVIIIème siècle. Moscou. Vue à vol d'oiseau. Projet d'aménagement du quartier. 1926. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-1750/3.

Fig. 5 : D.P. Sukhov, Projet de reconstruction d'une église en bâtiment civil. 1927. Verres avec différentes phases de transformation du bâtiment. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-19/5709.

Fig. 6 : Ivan Fomin, Leonid Poliakov, Projet de reconstruction de la place autour de la Tour Sukharevskaja, 1933-1934. Projet de concours. Axonométrie. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-919/495.

Fig. 7 : Georgui Goltz, Projet de reconstruction de la ville de Smolensk. 1945. Archives du Musée d'architecture de Moscou GNIMA OF-4347/6.

Fig. 8 : Concours pour une affiche du GUOP (Direction principale pour la protection des monuments d'architecture) « Protégez les monuments d'architecture », 1946. Projet de concours sous la devise « Nos trésors », GUOP.

Figure 9 : Construction de la prospekt Kalinine à Moscou, architecte M.V. Possokhine, 1968. Photo illustrant l'ouvrage d'Andreï Ikonnikov, *L'architecture de la ville, problèmes esthétiques de composition de la ville*. Moscou : éditions de la littérature sur la construction, 1972. P. 165.

Fig. 10 : Boris Eremin, Brigade des jeunes architectes de l'Institut du plan directeur de Moscou, maquette du projet présenté au concours pour la reconstruction du centre de Moscou en 1966. Archives de B.K. Eremin. Moscou.

Fig. 11 : Couverture du roman d'Oles Hontchar, *Sobor* (La cathédrale), éditions Dnipro, 1989.

ⁱ PAPERNY, 1996.

ⁱⁱ БОУМ, 1994.

ⁱⁱⁱ YURCHAK, 2017.

^{iv} Декрет Совета Народных Комиссаров (СНК) "О регистрации, приеме на учет и охране памятников искусства и старины, находящихся во владении частных лиц, обществ и учреждений"[Décret du Conseil des commissaires du peuple (SNK) « Sur l'inscription, l'enregistrement et la protection des monuments d'art et d'histoire, se trouvant en propriété de personnes privées, de sociétés ou d'institutions »].

^v Декрет СНК РСФСР от 23.01.1918 «Об отделении церкви от государства и школы от церкви»

^{vi} Сохранение и реставрация памятников архитектуры. 1917—1932». «Всеобщая история архитектуры. Том 12. Книга первая. Архитектура СССР» под редакцией Н.В. Баранова. Авторы: А.И. Целиков, Ю.С. Яралов (Москва, Стройиздат, 1975)

^{vii} OVSIANNIKOVA, 1982, p. 263-330

^{viii} Stéphane Gaessler, Mémoire de Master II, *A.V. Susev*, Faculté d'études slaves, Sorbonne Université, 2017.

^{ix} ЦГАМО. Ф. 966. Оп. 4. Д. 1029. Л. 35 (Archives de l'Oblast' de Moscou).

^x PERESLEGIN, 2015, p. 86.

^{xi} «Об охране исторических памятников». Постановление ВЦИК и СНК РСФСР от 10.08.1933 г.

^{xii} LARIONOV, 1998, p. 145.,

^{xiii} RGAE fonds 9588, Opis' 1, delo 38, L. 101.

^{xiv} RGAE, fonds 9588, Op. 1, delo 48, l. 11. Archives de l'organisation et de la mise en œuvre des travaux de restauration et de protection des monuments d'architecture publics en RSFSR.

^{xv} Постановление СНК РСФСР от 21.12.1943 N 996 // Собрание постановлений и распоряжений правительства РСФСР. – № 3. – 15.04.1944. – Москва: Народный Комиссариат юстиции РСФСР. С. 46-48.

^{xvi} Доклад П.Д. Барановского о проведении первоочередных мероприятий по сохранению поврежденных памятников архитектуры, 1944. Д 12 л 55

^{xvii} VORONIN, 1945.

^{xviii} PERESLEGIN, 2015, p. 207.

^{xix} LAVROV, 1946, p. 5.

^{xx} Décret de mai 1947 du Conseil des ministres de RSFSR « Sur la protection des monuments d'architecture », qui stipule que les monuments sont déclarés comme « un patrimoine artistique et historique inaliénable, appartenant à l'héritage de la république et à la culture nationale ». Le décret confiait également au GUOP de compléter les listes de monuments inscrits.

^{xxi} Орхана памятников истории и культуры. Декреты, постановления, Распоряжения Правительства СССР и Правительства РСФСР. 1917-1968. Москва: 1968, с. 158-163.

^{xxii} VOLODIN, 1960, p. 63..

^{xxiii} HAN-MAGOMEDOV, 1973, p. 75..

^{xxiv} IKONNIKOV, 1968,

^{xxv} LAVROV, 1964.

^{xxvi} BARANOV, 1965. Н.В. Баранов, Композиция центра города, Москва: 1965.

^{xxvii} HONTCHAR, 1968.